

VI^{ème} Colloque International

Finance et Stratégies de Développement

21-23 Juin 2010

Hammamet (Tunisie)

La rente pétrolière repensée

Eléments d'analyse pour une nouvelle stratégie de développement

Aïssa MOUHOUBI

Département des Sciences Economiques, Université de Béjaïa, 06000, Algérie

Phone : (+213) 34 22 16 12

Fax : (+213) 34 22 16 24

E.mail : aissamouhoubi@gmail.com

Résumé

La problématique de la durabilité et de la rentabilité des rentes récoltées de l'exploitation des ressources minières ne date pas d'aujourd'hui. Plusieurs pays pétroliers ont tenté, vainement, depuis les années soixante, de prévenir l'épuisement de leurs gisements d'hydrocarbures à travers des politiques d'industrialisation de larges envergures. Des effets pervers de la rente sur le développement sont, néanmoins, diagnostiqués. L'effet le plus frappant étant la désindustrialisation et la perte de compétitivité internationale des économies des pays pétroliers. Des politiques de développement stratégiques sont, dès lors, de nécessité pour remédier aux effets maléfiques de la rente.

Mots clés

Stratégie de développement, rente pétrolière, économie pétrolière, politique publique.

Abstract

The issue of sustainability and profitability of the rents collected from mineral resource did not begin today. Several oil-producing countries have tried, in vain, since the sixties, to prevent the depletion of deposits of hydrocarbons through industrialization policies of large sizes. Perverse effects of the pension on development, however, diagnosed. The most striking effect is the de-industrialization and loss of the economies of oil producing countries. Strategic development policies are therefore necessary to remedy the evil effects of the pension.

Key words

Development strategy, oil rent, oil economy, public policy.

Classification JEL

H53, O21, O43, O47, Q32, Q33, Q38.

Introduction

Depuis l'article historique de Hotelling (1931) qui a défini les fondements de l'économie des ressources épuisables, la théorie économique a démontré les maléfices de l'abondance d'une ressource d'origine naturelle sur les processus de croissance des secteurs économiques et sur le développement tout entier. Le principal effet qui découle de cette distorsion est la prolifération des activités rattachées directement ou indirectement à la rente¹ aux dépens de l'étiollement des valeurs extra-rente. D'où naît une économie rentière².

Les premières études des corollaires de la rente des ressources naturelles portaient sur le diagnostic de l'impact de l'activité minière sur l'économie. Dès le début de la seconde moitié du vingtième siècle, une première génération d'économistes avait schématisé les processus économiques suite à une pléthore financière d'origine naturelle tels que Seers (1964), Krueger (1974), Gregory (1976), Fekrat (1979) et Alam (1982). Par ailleurs, une seconde génération d'économistes tels que, Gelb (1988), Auty (1994), Ross (2001), Stevens (2003) et Sid Ahmed (1989) ont expliqué la pathogénèse d'un phénomène maléfique causé par l'abondance financière d'origine naturelle. Chaque auteur cité a eu son apport considérable à l'économie des ressources naturelles, mais les apports des deux tandems Corden et Neary (1982)³ structurant le modèle du *Dutch disease* et Sachs et Warner (2001) évaluant, avec un modèle appelé *la malédiction des ressources naturelles*, la défaillance économique due à l'existence de ressources naturelles, constituent les écrits scientifiques les plus consultés pour cerner la macroéconomie des pays riches en ressources naturelles.

Des pays ont réussi à conjurer les effets néfastes de la rente, comme le cas de la Norvège, de l'Alaska, de l'Islande, ... etc. La spécificité de ces pays est qu'ils sont déjà riches sans la rente tirée de l'exploitation de leurs ressources naturelles et qu'ils ne laissent pas la totalité des rentes récoltées pénétrer leur territoire en les plaçant dans des caisses spéciales appelées « *Fonds de Souveraineté* » (Larsen, 2005). Le besoin extrême de développement des économies rentières du Sud ne leur permet pas de suivre les modèles des pays déjà riches. D'où la nécessité de concevoir un modèle développement spécifique pour les économies rentières. Il s'agit de relancer les secteurs productifs⁴, atténuer le taux de chômage et resserrer l'écart de revenu entre les classes sociales.

Parmi ces pays du Sud à dépendants des revenu dégagés par l'exploitation de leurs richesses naturelles : l'Algérie. L'analyse de la stratégie algérienne de développement sans référence au secteur des hydrocarbures ne peut être, en effet, exhaustive. L'apport de ce dernier dans toutes les politiques économiques avait toujours été notable. Dans l'hypothèse de l'irréversibilité de l'augmentation des prix pétroliers pendant les années 1970 et début 1980, l'économie algérienne s'est trouvée intimement dépendante des surplus pétroliers. Jusqu'à la veille de la crise pétrolière de 1986, le secteur des hydrocarbures avait assuré un flux continu de capitaux aux profits des secteurs hors hydrocarbures sans que ceux-ci puissent honorer leurs emprunts. Pis, les graves dysfonctionnements desquels la plupart des agrégats et des

¹ Afin d'éviter l'utilisation galvaudée du concept rente, j'adopte, dans ce qui suit, la définition du surplus pétrolier avancée par Chevalier (1975). C'est la différence entre le prix de valorisation d'une unité de mesure d'une ressource naturelle vendue aux consommateurs sous forme de produits raffinés, et le coût moyen total supporté pour extraire, transporter, raffiner et distribuer cette même unité de mesure de la ressource.

² Pour le cas de l'économie rentière, j'adopte la définition empruntée à Sid Ahmed (2000). D'après l'auteur, une économie rentière peut être définie par une situation où la rente prédomine. C'est une économie construite grâce à une rente externe substantielle. En plus, comme cas spécial d'une économie rentière, une minorité de personnes est engagée dans la genèse et la production de la richesse nationale. La majorité est impliquée simplement dans sa distribution et sa consommation.

³ La première utilisation de l'expression "*Dutch disease*" était dans un papier publié par *The Economist* en novembre 1977. L'article raconte les effets pervers de l'exploitation de l'immense gisement gazier de Groningue sur l'économie néerlandaise en particulier l'activité industrielle.

⁴ Pour éviter les répétitions, l'expression *secteurs productifs* évoque, dans ce qui suit, la formule large *secteurs agricole et industriel hors le secteur minier* ; formule qui serait lassant de répéter à tout bout de champ.

grands équilibres macroéconomiques ont duré une quinzaine d'année à partir de 1986. A partir de 2000, des politiques de redynamisation de l'économie sont mises en place grâce à un nouveau boom des prix pétroliers.

Tous ces éléments de synthèse m'ont conduit à repenser le statut de la rente dans les économies où celle-ci prédomine. Pour ce faire, le présent papier se propose en quatre parties. La première exposera les motifs qui m'ont motivé à repenser le rôle de la rente. Elle mettra l'accent sur les contraintes de développement rencontrées dans les pays pétroliers, voire mêmes tous les pays riches en ressources naturelles. Ces contraintes sont résumées dans la méthode de collecte de la rente et la méthode de sa redistribution. La seconde partie est consacrée à l'analyse de l'économie algérienne, laquelle est intimement dépendante de la rente pétrolière. A travers un modèle keynésien (Offre globale – demande globale), nous décortiquerons les variables explicatives de la croissance économique en Algérie. Il s'agira, du retraçage de la stratégie de développement du pays et d'en mesurer l'impact (positif ou négatif) des revenus pétroliers. Cette mesure sera faite avec des outils qui seront adaptés au modèle d'étude déjà cité. Lorsque les rôles des acteurs seront définis, une troisième partie proposera un modèle simple qui partagera équitablement la rente entre les acteurs du secteur des ressources naturelles et de ce fait, une stratégie de développement naîtra spontanément de cette redistribution des rôles. Et c'est ainsi que la quatrième partie servira d'un long exposé d'une stratégie de développement adaptée aux spécificités des pays riches en ressources naturelles. Elle est le fruit de la confrontation des différentes théories de la science économique traitant de la question de la rente. En fait, la génération et le partage de la rente dans les pays pétroliers, en particulier, sont loin des prescriptions théoriques. Repenser le rôle de la rente est donc un point crucial pour définir le chemin à emprunter pour aboutir au développement économique tant espéré.

1. L'utilité de repenser le rôle de la rente

A l'encontre de l'intuition, la découverte d'une ressource naturelle peut être une origine de malheur puisque le rythme de la croissance économique, en général, et celui des secteurs productifs, en particulier, dans les pays qui en sont riches est lent en comparaison avec les pays qui en sont pauvres et grands consommateurs. Déjà rappelé dans le fonctionnement du modèle du Dutch disease et de la thèse de la malédiction des ressources naturelles, l'utilisation non judicieuse de la rente rend les institutions responsables de tous les dysfonctionnements de l'économie (Torvik, 2002 ; Mehlum et al., 2002 ; Robinson et al., 2006) et engendre des canaux de transmission de la malédiction des ressources naturelles vers la croissance économique (Papyrakis et Gerlagh, 2004 ; Gylfason, 2001). Quatre principaux canaux de transmission sont, ainsi, dénombrés : 1) les dépenses publiques démesurées, 2) la corruption qui naît de la recherche de la rente, 3) l'abondance des ressources naturelles décourage l'investissement 4) et la déscolarisation.

1.1. Les effets de la rente à court terme

Une caractéristique courante d'une économie pétrolière est la tendance rapide d'ascension des exportations à cause de l'élasticité-revenu de la demande élevée des matières premières dans les pays industrialisés. Suite à l'afflux massif des revenus, les budgets publics seront excédentaires. L'augmentation des dépenses publiques, qui est la réaction directe de l'Etat, rend alors les agents plus riches de façon artificielle et, par conséquent, plus exigeants en termes de qualité des biens matériels qu'ils demanderont davantage. Les secteurs productifs seront incapables de subvenir aux besoins d'une société dont le mode de vie a changé rapidement. Ainsi, le recours aux marchés internationaux met en péril les secteurs productifs locaux par l'importation effrénée des biens et services étrangers. Il s'agit du phénomène

appelé "*effet dépense*". Ce scénario propulsera le secteur des services qui commercialise les biens importés en assurant des prestations de luxe. Également, l'inégalité de la redistribution de la rente, due au fait qu'une seule partie de la population bénéficie du boom de ressources, augmente les achats des réserves de change, parce qu'elle stimule la demande de luxe. Encore, l'amélioration du niveau de vie des agents encourage la réalisation des grands ouvrages urbanistiques et d'équipement publics. Une création d'emploi éphémère absorbe le chômage existant et attire vers les villes les populations rurales quittant ainsi la campagne et l'agriculture. Parallèlement, une réallocation des facteurs de production prend naissance suite à l'augmentation des rendements marginaux des facteurs de production des secteurs minier et des services. Il s'agit du phénomène appelé "*effet mouvement de ressources*". L'augmentation de la rémunération des facteurs dans ces secteurs attire les facteurs des secteurs productifs. En conséquence, ces derniers s'atrophieront et disparaîtront progressivement de l'économie.

Le comportement rentier réside encore dans les dépenses prononcées au profit des détenteurs de capitaux, déjà riches, en leur offrant des opportunités d'importation (faute de l'absence d'un tissu productif vigoureux) ! Ces dépenses accroissent les prix des biens et services ; compte tenu de l'élasticité-revenu et de l'élasticité-prix de la demande positives de ses biens de luxe. L'accès au marché des biens et services devient exclusif aux consommateurs de la classe aisée qui se sont enrichis facilement grâce aux activités liées directement ou indirectement à la rente, c'est-à-dire grâce aux secteurs minier et des services. La demande soutenue des biens et services de qualité supérieure – par effets d'ostentation et d'imitation – incite l'importation et accélère l'augmentation des prix. Par conséquent, l'apparition de la classe aisée est aux dépens d'une classe socialement exclue loin d'atteindre le niveau de vie général de la société qui s'est rapidement renchéri. D'une autre manière, les dépenses publiques orientées vers les activités détenues par la classe aisée marginaliseront davantage la classe des pauvres. Cette classe des pauvres n'est que la résultante du dépérissement des secteurs productifs.

1.2. Les effets de la rente à long terme

L'exploitation effrénée des hydrocarbures dans les pays du Sud, accélère le tarissement des gisements à long terme et menace le destin des générations futures ; si l'aboutissement des politiques publiques de développement mises en exécution s'avérait être un échec. L'encassement d'une rente substantielle suite au rythme d'extraction accéléré de la ressource induit d'une part, des excédents commerciaux qui se traduisent par l'appréciation de la monnaie ; décourageant ainsi la production des biens internationalement commercialisables et d'autre part, des excédents monétaires sous forme de réévaluations des revenus qui sont dépensés en biens importés et favoriseront l'inflation.

L'importation, et non la production, devient la contrepartie indirecte du transfert de la rente. Additivement aux effets maléfiques liés à la rente, la satisfaction des besoins galopants en consommation et en placement des agents dans les pays pétroliers oblige les pouvoirs publics à contracter des dettes extérieures colossales. Ceci, dans l'espoir et l'hypothèse de la pérennisation des recettes d'exportation des hydrocarbures.

2. L'analyse de la stratégie algérienne de développement

Le principal défi de l'économie algérienne consiste à soutenir la croissance des secteurs productifs (agrarier et manufacturier) qui est à la traîne du secteur des hydrocarbures, en ciblant simultanément la réduction du taux de chômage et le maintien de la stabilité des grandeurs macroéconomiques fondamentales. En effet, depuis les années 1970, les institutions publiques ont eu toujours recours au surplus pétrolier pour financer les multiples politiques

publiques. La stimulation de la croissance et de l'emploi reste les principaux objectifs, sans que de profondes réformes structurelles aient lieu. Ceci dit, la position créancière du pays vis-à-vis du reste du monde¹ permet d'établir un cadre propice à l'adoption de mesures décisives axées sur le renforcement des activités des secteurs productifs. Afin d'y parvenir, les politiques publiques ont une source de financement facile mais tarissable, constituée par les recettes d'exportation des hydrocarbures.

A travers le modèle de l'offre globale – demande globale et le calcul de quelques ratios, nous serons tentés d'analyser les différentes politiques publiques de financement de l'économie algérienne. Un appendice mathématique est joint à la fin du document, expliquant l'approche théorique adoptée afin de parvenir aux résultats contenus dans le tableau inséré en annexe.

2.1. L'éphémère euphorie de la planification du développement

2.1.1. Le taux d'investissement de l'économie

L'époque des années 1970 est caractérisée par le lancement de deux plans quadriennaux de développement (1970-1973 et 1974-1977) et de deux années de pause (1978-1979). Le programme des industries industrialisantes s'est épanoui à partir de cette période grâce aux booms des prix pétroliers de 1973 et de 1979.

Benissad (1985 : p. 158) indique que « *le modèle autocentré de développement se caractérise par un taux d'investissement élevé, une composition des investissements privilégiant les industries de base et l'option pour une technologie avancées* ». Ainsi, la part du PIB consacrée à l'investissement n'a cessé d'augmenter depuis 1970. Elle était de 37% et avait atteint 42% en 1979. Les chiffres du tableau en annexe ressortent que le taux d'investissement de l'économie (TIE) est remarquablement élevé sur toute la période. Cependant, ce taux diffère de sous-période en sous-période. Le calcul de la moyenne du TIE pour chaque sous-période ressort qu'au (aux) :

Premier plan quadriennal (1970-1973) : TIE = 37% ;

Second plan quadriennal (1974-1977) : TIE = 44% ;

Années de pause (1978-1979) : TIE = 47%.

Le TIE de 37% en moyenne pour toute la période du premier plan quadriennal est occasionné par les réévaluations des prix pétroliers depuis 1971. Le TIE dans le second plan quadriennal est porté à 7 points de pourcentage de plus que la période antérieure grâce au bond significatif des prix pétroliers de la fin de 1973. Le taux de 44% en moyenne durant toute la période a augmenté de 3 points pour atteindre 47% pendant les deux années de pause qui ont été consacrées aux restes à réaliser en raison des difficultés d'absorption liées à un TIE aussi important.

Le TIE s'est dégradé à 37% en moyenne pendant le premier plan quinquennal (1980-1984) soit une diminution de 10 points de pourcentage. La raison est traduite par les inflexions de la politique économique par rapport à la période décennale passée en restructurant l'économie (Spatafora et Warner, 1995 : p. 10). En fait, le nouveau planificateur assigne à l'économie algérienne, en 1980, des objectifs reflétant les modifications des structures de cette dernière et les revirements dans les conceptions économiques (Benissad, 1991 : pp. 22-32) ; Le gouvernement s'intéressait, alors, à restructurer l'économie au lieu de prendre « *les rênes* » de

¹ Actuellement, le niveau des réserves de change de l'Algérie dépasse les 150 milliards de dollars contre une dette extérieure qui ne dépasse pas les quatre milliards de dollars.

la politique d'industrialisation de la décennie déjà lancée et éviter la perte des sommes colossales de capitaux investies.

2.1.2. Le taux d'investissement marginal et le taux d'investissement de l'économie

L'évolution du TIE ne suit pas régulièrement l'évolution du PIB. Moyennement, pendant le premier plan quadriennal, la variation unitaire du PIB a induit 1,18 dinar d'investissement supplémentaire. Il est important de signaler que le taux d'investissement marginal (TIM) n'était que de 32% en 1971 car les recettes en devises étaient, relativement, infimes (856,72 millions de dollars). En 1972, le TIM était de 76% grâce à l'amélioration de ces recettes (1305,9 millions de dollars). Toutefois, la moindre appréciation des recettes pétrolières au troisième trimestre de 1973 avait permis au TIM de réaliser un grand bond. Ainsi, la variation unitaire du PIB avait induit une variation de l'investissement de 2,45 dinars. Ce, quand les recettes pétrolières ont augmenté de 147% par rapport à 1971.

L'augmentation du TIM pendant le second plan quadriennal à 141%, avec allusion pour le plan précédent où le TIM était de 118% est due à l'énormité de capitaux alloués à la réalisation de ce plan. Arrivées les deux années de pause, le TIM était de 83% ; c'est-à-dire, la variation unitaire du PIB n'a induit que 0,83 dinar d'investissement, à cause de la focalisation du plan sur les restes à réaliser. L'extension de la base industrielle avait été partiellement négligée. Benachenhou (1982 : p. 321) note qu'au niveau macroéconomique, pour la période englobant le premier plan triennal, les deux plans quadriennaux et la première année de pause, l'investissement avait été financé pour 75% par la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures. Quant à la consommation finale des ménages et des Administrations publiques, celles-ci avaient absorbé 82,7% du PIB des secteurs hors hydrocarbures (PIBHH) ne laissant que 12,3% de ce même produit disponible pour l'investissement. Les 77% du TIM réalisés pendant le premier plan quinquennal expliquent la réduction de l'effort de l'investissement.

Temmar (1974 : pp. 225-232) indique que le planificateur algérien de l'époque avait deux préoccupations économiques stratégiques : la maximisation du TIE et la hausse de la productivité du travail. Il apparaît donc, que toute augmentation du produit national doit servir, en priorité, l'accroissement des fonds fixes et la formation du capital. En d'autre terme, le TIM doit être supérieur au TIE. De ce fait, la croissance de l'investissement total (IT) doit être supérieure à celle du PIB.

$$TIM > TIE \Rightarrow \frac{\Delta IT}{\Delta PIB} > \frac{IT}{PIB} \Rightarrow \frac{\Delta IT}{IT} > \frac{\Delta PIB}{PIB}.$$

Ainsi, pendant tous les trois plans (triennal et quadriennaux), le TIM était, moyennement, supérieur au TIE et donc, la cadence de la croissance des investissements était, elle aussi, supérieure à celle du PIB. L'anomalie détectée contraignant l'objectif du planificateur des années soixante-dix apparaît dans le résultat de l'investissement du premier plan quinquennal. Dans le court terme, il s'agit de parvenir à un accroissement progressif du PIB et à une croissance continue du TIE. En effet, certes, le premier point est atteint grâce à la valeur ajoutée réalisée par l'effort d'investissement des années 1970, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Cependant, le cas n'était pas similaire au second point. La preuve est dans le calcul de l'élasticité-revenu de la demande de l'investissement. D'après le tableau les résultats du calcul de l'élasticité-revenu de la demande de l'investissement sont les suivants :

- de 1970 à 1973 : 1,25 ;
- de 1974 à 1977 : 1,34 ;

- de 1978 à 1979 : -0,02 ;
- de 1980 à 1984 : 0,78.

Les résultats du calcul indiquent que pendant les plans quadriennaux, la demande de l'investissement était élastique au revenu ; ce qui vaut dire qu'une petite variation du revenu avait entraîné une variation plus que proportionnelle de la demande de l'investissement. Néanmoins, la demande de l'investissement était moins que proportionnelle pendant les deux années de pause (1978-1979) et le plan quinquennal. Elle était inélastique à cause de l'opération lancée pour les restes à réaliser et de la restructuration des entreprises publiques.

A son tour, l'efficacité marginale de l'investissement (EMI) pendant le premier plan quadriennal, explique que l'investissement d'un dinar avait induit une augmentation de la production de 1,61 dinar, et avait diminué à 0,87 pendant le second plan quadriennal et à -30,16 pendant les années de pause. La raison de cette dégringolade, à notre avis, est expliquée par l'énorme effort d'investissement qui n'avait pas pu générer de valeur ajoutée dans un laps de temps aussi court. Le réajustement des prix de 1973 avait favorisé l'investissement en coïncidant le lancement du second plan quadriennal. Mais la fructification de ces investissements n'a commencé qu'au début des années 1980 : l'EMI avait atteint 1,48.

2.1.3. Autres ratios de participation

Le ratio de couverture de l'absorption interne par le PIB était supérieur à 1 sur toute la décennie des années 1970. Ainsi, la production interne n'avait pas suffi à alimenter la demande interne. Moyennement, pendant le premier plan quadriennal, 7% de la demande interne était subvenue par les exportations. Egalement pour le second plan quadriennal et les années de pause, la demande interne était alimentée par les exportations à hauteur de 5% et 9%, respectivement.

Cependant, le long des cinq années du premier plan quinquennal, l'Algérie avait réalisé l'autosuffisance en terme financier quand le ratio était de 0,97, grâce à la fructification des investissements du plan des industries industrialisantes, à la diminution de la demande interne et à l'augmentation des prix des hydrocarbures.

D'un autre côté, le ratio de couverture de l'absorption interne par le PIBHH a augmenté continuellement le long des plans quadriennaux. Cette hausse s'explique, essentiellement, par la demande de l'investissement de l'époque. La diminution du ratio pendant le premier plan quinquennal soulève le voile simultanément, sur la diminution de la demande de l'investissement et l'augmentation de la production hors hydrocarbures.

On peut noter, d'après le tableau, que la part du PIB du secteur des hydrocarbures (PIBH) dans le financement de l'investissement avait augmenté régulièrement. De 1970 à 1974 le ratio est passé de 37% à 83%. Exception faite pour 1971, année caractérisée par une baisse de la production des hydrocarbures due au différend algéro-français suite à la nationalisation des hydrocarbures. L'amélioration du budget alloué au second plan quadriennal avait initié le ratio de couverture du PIBH à l'investissement à tourner autour d'une moyenne de 65%

La relation existant entre le ratio de couverture des investissements par le PIBH ($PIBH/IT$) et le ratio de couverture des investissements par les importations nettes (MN/IT) apparaît dans la relation inverse entre les deux ratios (l'augmentation du premier engendre la diminution du second). Plus clairement, la tendance haussière du PIBH par rapport à l'investissement génère une tendance baissière de la part des importations nettes dans son apport à l'investissement. Quand la participation à l'investissement par le PIBH passe de 38% à 65% pour les deux plans quadriennaux, la même participation des importations nettes passe de 13 à 6%. La relation ne s'arrête pas ici. Quand le premier ratio

avait augmenté à 76% pendant le premier plan quinquennal, le second ratio avait chuté spectaculairement à -16%. Ce qui conduit à dire, qu'à chaque fois le revenu des hydrocarbures augmente, le recours à l'importation diminue. La relation est inverse dans le cas contraire. Une autre remarque importante digne d'être citée. La nature des investissements algériens ne prévoit pas une croissance continue. Ce qui indique qu'à chaque fois que le revenu des hydrocarbures baisse, la demande interne est subvenue par les importations.

2.2. La crise pétrolière de 1986, un tournant pour le développement

2.2.1. Le taux d'investissement de l'économie

Le TIE avait diminué pour la première fois à une moyenne de 30% le long du second plan quinquennal et de la période de 1990-1993. Afin de garder sa forte position, le trésor public s'est réfugié à l'abri de l'emprunt auprès de la Banque d'Algérie. De 2,8 milliards de dinars en 1985, l'emprunt public auprès de la Banque d'Algérie avait passé à 23,4 milliards de dinars en 1986 (Bénissad, 1991 : p. 118). Ceci prouve le degré de dépendance du budget de l'Etat de la fiscalité pétrolière.

Ceci dit, la participation du PIBHH à l'investissement avait perdu, moyennement, 15 points de pourcentage entre les périodes 1980-1984 et 1985-1989. Dès lors, ce ratio a enregistré des mouvements oscillatoires d'année en année. La raison de ce phénomène, selon nous, est double. La contraction de l'investissement depuis 1986 d'une part, la cessation de paiement du début des années 1990 et l'interruption de la dynamique de l'économie par le PAS d'une autre part, avaient conduit le ratio à sa déstabilisation ou à son évolution irrégulière. Cependant le caractère tendanciel vers l'augmentation à partir de 2001 justifie l'efficacité de court terme du programme de soutien à la relance économique 2001-2003 (PSRE). Vient le TIE du PIBHH qui est supérieur à 100% depuis 2001 pour confirmer la remarque.

2.2.2. Le taux d'investissement marginal et le taux d'investissement de l'économie

L'extension de la demande interne est favorisée en 1991, par la circulation excessive de la monnaie et l'importance des revenus salariaux et surtout non salariaux disponibles pour la consommation (Bouzidi, 1999 : p. 26). En contrepartie, l'offre de la production interne était très faible ; supérieure à son niveau de 1984 (fin du second plan quadriennal), en valeur constante, de 5%¹. Il y avait une faible productivité apparente des facteurs capital et travail dans la quasi-totalité des branches de l'activité économique. Cette situation est aggravée par la sous-utilisation quasi généralisée des capacités installées (Bouzidi, 1999 : p. 27). Le taux moyen d'utilisation des capacités était de 69,7% en 1986. En perpétuelle baisse, il passe à 65,9% en 1988 et à 56,1%, seulement, en 1991.

Ainsi, le TIE, qui baisse de plus en plus, passe de 77% durant le premier plan quinquennal à 47% durant le second plan quinquennal. Il est important de signaler pour ce point, qu'en terme constant, en 1987, année suivante de la crise pétrolière, outre une décroissance économique de -0,7%², un désinvestissement s'est produit dans l'économie. En terme courant, ce désinvestissement se figure au tableau quand le stock d'investissement a passé de 99,3 à 93,9 milliards de dinars.

¹ Calcul effectué à partir des données de : Banque Mondiale (1999).

² Ibid.

Afin de redémarrer les entreprises publiques et séparer l'Etat de la gestion de celles-ci en étant seulement propriétaire actionnaire du capital, le gouvernement des réformateurs, installé en 1988, avait préparé cinq *cahiers de la réforme* composés de quatre axes fondamentaux dont le troisième axe prévoit cet agissement. Ainsi, le TIE avait dépassé les 100% pour 1989, 1990 et 1991.

Cependant, la moyenne du ratio, pendant la période 1990-1993, n'est que de 90%. Du moment que le ratio soit passé à 267% durant la période 1994-1998, la raison revient à la quasi-stagnation du PIB engendrée par la crise de l'énergie de 1998. En contrepartie, la moindre augmentation de l'investissement aura des conséquences.

Toutefois, la performance du TIM atteinte au cours de la période 1999-2003 avait commencée à partir de 2001. Visant ainsi, à stimuler la demande globale et à créer de l'emploi. La croissance du PIB du secteur industriel hors hydrocarbures et agricole est fragile du fait qu'elle soit toujours initiée par l'investissement public, sachant que l'origine du financement de ce dernier est exposée aux fluctuations des cours mondiaux de pétrole. Selon la Banque Mondiale (2003), l'investissement privé, de son côté, demeure faible du fait que le programme des réformes structurelles reste inachevé et qu'un environnement propice aux affaires n'a pas encore été mis en place. La CNUCED (2003 : p. 24) en soutenant cette thèse, avance que l'Agence Nationale du Développement de l'Investissement ne dispose, malheureusement, pas des matériaux nécessaires aux activités de promotion.

Grosso modo, l'évolution du TIE indique que la demande à l'investissement s'est accrue, considérablement, à partir de 2001, année suivant l'amélioration des cours pétroliers. Le calcul des élasticités - revenus de la demande à l'investissement confirme ceci ;

D'après le tableau, les résultats du calcul de l'élasticité - revenu de la demande à l'investissement sont les suivants :

- De 1985 à 1989 : 0,61 ;
- De 1990 à 1993 : 0,97 ;
- De 1994 à 1998 : 0,80 ;
- De 1999 à 2003 : 1,32.

Les résultats du calcul rappellent l'interprétation du calcul des élasticités précédentes (pour la période 1970-1984). Ainsi, la demande à l'investissement s'accroît, chaque fois que les revenus pétroliers s'accroissent. De 1985 à 1998, la demande à l'investissement est inélastique au revenu. Ce dernier était absorbé, en quasi majorité, par les consommations finales. Au cours de la période 1999-2003, la demande à l'investissement est, par contre, élastique au revenu.

Ce résultat infirme les remarques de la Banque Mondiale et de la CNUCED exposées plus haut. En fait, les recoupements entre les différentes données montrent qu'une très grande partie de l'investissement pendant cette dernière période serait le fait du secteur privé. En 2002, par exemple, le montant de la participation du privé avait atteint les 400 milliards de dinars. Ce chiffre correspond à l'ABFF globale dont on déduit le budget d'équipement, les investissements du secteur de l'énergie, une approximation des investissements des entreprises publiques, l'IDE et enfin l'investissement des ménages.

D'un autre côté, malgré la participation du secteur privé, ces dernières années, la croissance de l'investissement n'a pu atteindre le niveau de la croissance du PIB, laquelle est "gâtée" par la bonne conjoncture des prix pétroliers. En fait, l'EMI a atteint 0,99 au courant de la période 1999-2003.

2.2.3. Autres ratios de participation

Le ratio de couverture de l'absorption interne par le PIB avait tendance à diminuer à travers les quatre périodes. Mais son niveau de la période 1999-2003 est plus frappant s'il est à 0,77.

De 1985 à 1989, l'Etat a veillé à ce que le ratio AI/PIB soit égal à 1 afin d'éviter l'endettement extérieur. Ainsi, le ratio a évolué le long de la période de 0,97 à 1,04 à 0,98 à 1,00 à 0,99 et enfin a réalisé une moyenne de 1,00. Le même scénario s'est répété au courant de la deuxième période (accentuation des problèmes financiers) et de la troisième période (PAS).

Le ratio de couverture de l'absorption interne par le PIBHH, à son tour, est supérieur à 1, depuis 1970 jusqu'à 1999. De cette façon, la production hors hydrocarbures n'a pas pu subvenir la demande interne. A contrario, de 2000 à 2003, le PIBHH avait pu couvrir toutes les exigences de la nation sans faire appel, directement, au secteur des hydrocarbures. Corrélativement, l'adoption d'une politique keynésienne, en relançant la demande en conjugaison avec des dépenses publiques copieuses, est une stratégie qui vise à profiter de la conjoncture d'amélioration des prix pétroliers, en créant un fonds de régulation des réserves. Ce fonds servira à l'alimentation des plans de développement tels que le PSRE et le programme de consolidation de la croissance (PCC). Ainsi, « *l'Algérie a su profiter de l'actuelle conjoncture* » (Temmar, 2004).

Selon Temmar (2004), le gouvernement qui s'est intéressé à la croissance économique pendant la période 1999-2003, s'intéresserait désormais au développement économique et social. Le plan de consolidation de la croissance, comme son nom l'indique, vise à ce que la croissance touche tous les secteurs économiques et à la tonifier. Il ajoute que Les revenus pétroliers qui alimentent le fonds de régulation des réserves¹ et les réserves de change peuvent, à leur tour, alimenter la croissance de neuf ans même si les prix du pétrole s'écrouleraient.

D'un autre côté, d'après le tableau, nonobstant, l'amélioration du PIBH depuis 2000, la part de ce dernier ne représente que 66% dans l'effort de l'investissement total relativement aux périodes antérieures. Malgré son énormité, Le PIBH paraît minime devant l'IT. Ce dernier, additionné à l'absorption interne est inférieur au niveau du PIBHH. Ainsi, il est clair que la performance des secteurs hors hydrocarbures est parvenue grâce au secteur des hydrocarbures.

La relation inverse entre les deux ratios $PIBH/IT$ et MN/IT est expliquée à un taux acceptable pendant la période 1989-1993, vu la faiblesse du corpus de production intérieur. Cependant, durant la période 1999-2003, l'orientation de la politique publique au développement du secteur agricole pour subvenir les besoins alimentaires (composante importante dans les importations totales) de la nation a conduit l'évolution du ratio de couverture des investissements par les importations nettes à ne pas suivre celle du ratio de couverture de ces mêmes investissements par le PIBH.

3. Le renouveau du statut de la rente

Quoique les économistes du XX^{ème} siècle n'aient pas fourni des analyses pertinentes inhérentes à la formation du prix et de la rente du pétrole, c'est sans doute à Chevalier (1975)

¹ Le fonds de régulation des réserves absorbe la marge supérieure du prix du pétrole sur la base duquel les lois de finances sont construites.

que l'on doit l'initiative de l'adaptation de la théorie du concept rente sur la formation des différents types de rentes pétrolières. L'importance que nous donnons à l'étude de la rente vient de la volonté de mettre en lumière la nécessité que les pays pétroliers du Sud doivent donner à leur moyen d'accumulation providentiel et de positiver le sens, devenu péjoratif, de l'épithète « *rentier* ».

3.1. La formation du prix du pétrole

Si un producteur doit engager des machines, du travail et des matières premières pour produire un bien, le processus de production du pétrole (et minerais en général) ne se fait pas de la même façon. En fait, du moment que l'objet de la production pétrolière n'est que l'extraction de la matière sous son aspect brut, cela ne nécessite pas l'engagement de matières premières à transformer pour obtenir le produit final. La transformation n'est pas alors de rigueur. Elle est réalisée naturellement dans les cavités souterraines il y'a des millions d'années.

Si, encore, le pétrole est extrait sous sa forme naturelle, sans qu'il subisse de transformation par l'homme, l'engagement des facteurs de production, exprimés en machines et en travail, n'est pas du tout dans le but de produire du pétrole, au sens restreint du terme. Cependant, ils ne vont servir que pour l'extraire à l'état brut.

Dans le jargon économique, il est clair que la production est le processus de transformation d'un bien ou service en un autre bien ou service. Or, lorsqu'une opération d'extraction pétrolière est lancée, le pétrole obtenu à la tête du puits du gisement pétrolifère ne subit aucune transformation et garde l'apparence et la composition chimique qu'il avait avant l'extraction.

Ce constat nous amène à conclure que le pétrole n'est pas comme tous les produits ayant subi, au moins, une transformation depuis que l'homme ait introduit ses facteurs de production. Et que le processus de son obtention ne relève aucunement d'une production ; mais simplement d'une extraction¹. Ce qui implique que l'expression *production pétrolière* manque de précision et de pertinence.

Dans le souci de la rigueur d'analyse, nous appellerons, dans ce qui suit, le processus d'obtention du pétrole brut depuis le gisement pétrolifère souterrain jusqu'à la tête du puits : « *extraction pétrolière* ». L'utilisation de l'expression *production pétrolière* aura comme signification la transformation du pétrole brut en produits raffinés².

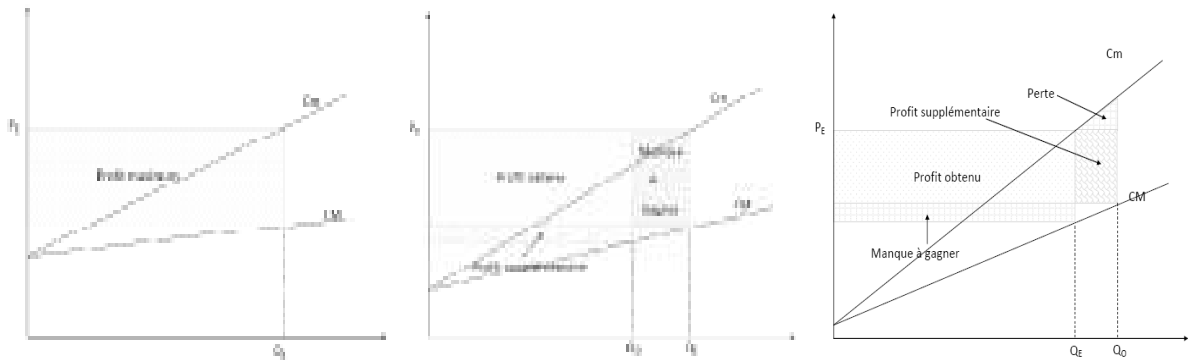
¹ Les degrés de simplicité ou de complexité de l'extraction sont rattachés aux situations géographiques et géologiques des gisements pétrolifères et le processus d'obtention de la matière en tant que telle (brute) ne nécessite aucun génie de la part de l'homme ; contrairement aux produits agricoles et manufacturés qui nécessitent du génie dans les processus de leur obtention. Dans cette logique d'analyse, on ne pourra parler de production du pétrole brut que lorsque les hommes auraient les moyens de décomposer d'innombrables micro-organismes, de végétaux et toute espèce vivante et les transformer eux-mêmes en pétrole brut. Or, ce n'est pas le cas en les temps présents. Le génie que l'homme déploie dans l'industrie pétrolière se limite à trouver des techniques d'extraction plus faciles.

² Le raffinage est l'opération de transformation (traitement et purification) du pétrole extrait brut en carburants, combustibles, lubrifiants, bitumes et en produits de base servant pour la pétrochimie.

3.2. Pourquoi la rente pétrolière ?

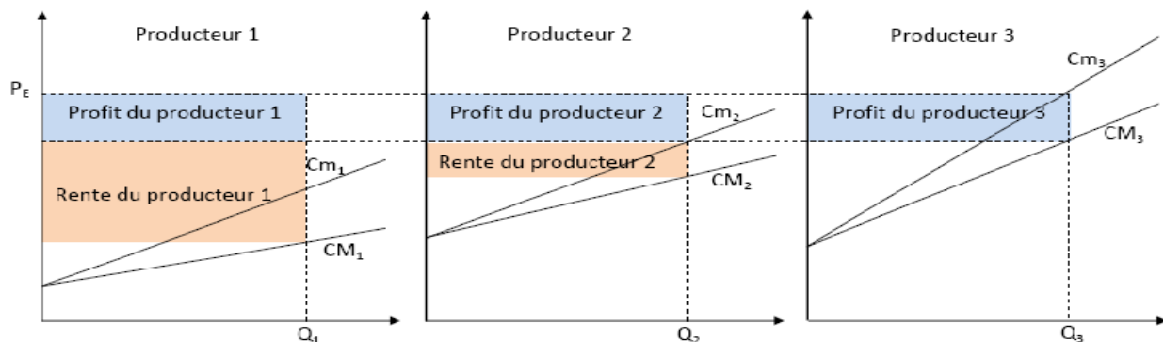
Dans le but de maximiser son profit, la théorie économique enseigne au producteur d'offrir sur le marché une quantité déterminée (Q_E) de son produit lorsque le prix général (P_E) coïncide avec le coût marginal (C_m) de la dernière unité produite duquel est soustrait le coût moyen (CM) pour multiplier le résultat par la quantité. Si le producteur offre une quantité inférieure ou supérieure (Q_O) à la quantité indiquée, le profit sera moins important (Fig. 1).

Figure 1 : Variation du profit pour des offres différentes



Les producteurs acceptent de vendre à un prix qui leur permet de réaliser un taux de profit qui s'approche du taux de profit moyen rencontré dans l'économie. Cependant, les coûts de production diffèrent d'un producteur à un autre à cause de la différence des prix des inputs et de la maîtrise de la technique de production. Ces différences de coûts font que le producteur supportant des coûts supérieurs à un autre réalisera un profit moins important que son concurrent ; du moment que tous les producteurs vendent à un prix unique imposé par les lois du marché. Le prix du marché, de son côté, est déterminé de telle sorte à ce que le producteur supportant le coût le plus important et dont le marché ne peut se passer de son offre puisse réaliser un profit qui s'aligne au taux du profit moyen de l'économie. Dans ces conditions, tous les producteurs maîtrisant de façon meilleure la technique de production et enregistrant des profits plus conséquents enregistreront des surprofits égaux à la différence entre leurs propres profits et le profit du producteur le moins performant. Ce surprofit, appelé encore par les économistes : surplus ou rente du producteur, constitue le gain inattendu par les producteurs les plus performants car ces derniers étaient prêts à offrir leurs productions aux taux de profit moyen de l'économie (Fig.2).

Figure 2 : Variation du profit pour des offres différentes



Les rentes du producteur 1 et du producteur 2 sont expliquées par l'organisation plus efficace du processus de production qui n'est rien d'autre que les propriétés intellectuelle, ouvrière et matérielle du producteur ; représentée par la technique de production. Le producteur 3, produisant à un coût relativement élevé n'encaissera pas de rente. La condition laquelle permettrait au producteur 3 d'encaisser une rente est l'augmentation du prix de vente du produit de telle sorte qu'un producteur 4, moins habiles que les producteurs 1, 2 et 3 à maîtriser les coûts de production, puisse réaliser un profit égal au profit moyen de l'économie. La différence entre le profit du producteur 3 et celui du producteur 4, nouvellement apparu, serait la rente du producteur 3. Supposons maintenant que les producteurs 1 ou 2 ou 3 décident de louer à un entrepreneur leurs techniques de production. Ce qu'ils réclameront comme prix de location est le montant de la rente déjà réalisée lorsqu'ils étaient, eux-mêmes, les entrepreneurs. C'est le fruit propre de la technique de production qu'ils ont mis au point. L'entrepreneur-locataire ne percevra, donc, le montant du profit. Ce profit n'est que la rémunération de la gestion de la technique louée « *clés en main* ». Si à un moment donné, l'entrepreneur-locataire arriverait à améliorer la technique de production pour minimiser le coût moyen, la différence entre le nouveau profit réalisé et l'ancien lui sera une rente.

Dans ce qui a été exposé plus haut et en étudiant la rente foncière chez les classiques de la science économique, il a été démontré que la rente doit revenir de droit au propriétaire terrien car la cause de la génération de la rente est le degré de rendement élevé de sa propriété foncière et non de l'effort de l'exploitant terrien. Par analogie, la propriété intellectuelle et matérielle permettra de générer une rente pour le producteur-propriétaire.

Dans le domaine pétrolier, abstraction faite sur les différentiels de qualité et de provenance géographique, le prix du baril de pétrole est unique sur le marché. Ce prix est égal au coût d'extraction le plus élevé¹ auquel il est additionné un taux de profit égal au taux de profit moyen réalisé dans l'économie où le pétrole est extrait. Les entreprises d'extraction pétrolière ayant des coûts moins élevés réaliseront des rentes en vendant le pétrole à un prix dépassant les montants de leurs coûts et du taux de profit moyen de l'économie. Le montant de cette rente revient à ces entreprises, dans l'hypothèse que les positions géologiques de tous les gisements exploités sont identiques, du moment que c'est leur maîtrise de la technique d'extraction qui a été à l'origine de la genèse de ce type de rente. Nous pourrions donc, parler, dans ce cas, d'une rente technique.

D'un autre côté, lors de l'élimination des hypothèses posées plus haut, de faire abstraction sur les différentiels de prix pratiqués pour déterminer le prix d'un pétrole quelconque, un montant supplémentaire de la rente pourrait apparaître. En fait, c'est la fraction du prix supplémentaire qui sera encaissée pour les facultés d'exception du pétrole extrait. Il s'agit de sa qualité supérieure, de son rapprochement du marché d'écoulement et de sa facilité d'extraction. Le montant de cette rente revient au propriétaire foncier, du moment que se sont les facultés naturelles propres de sa propriété foncière qui ont été à l'origine de la genèse de ce second type de rente. Nous pourrions donc, parler, dans ce cas, d'une rente naturelle. Après épuisement du gisement pétrolifère, le total de la rente naturelle devrait représenter la différence entre le prix du sous-sol avant la première extraction et le prix après tarissement. La raison est que celle-ci représente le prix de l'usure (ou le montant de l'amortissement) du sous-sol d'où le pétrole était extrait

De ce fait, quatre cas de figure d'apparition de la rente pétrolière peuvent être rencontrés.

¹ La différence entre les coûts d'extraction en est la cause.

- Le premier cas est celui d'une entreprise maîtrisant la technique d'extraction et exploitant un pétrole dégageant des différentiels. Dans ce cas, les deux types de rentes (technique et naturelle) apparaîtront.
- Le deuxième cas est celui d'une entreprise maîtrisant la technique d'extraction et exploitant un pétrole ne dégageant pas des différentiels. Dans ce cas, seule la rente technique apparaîtra.
- Le troisième cas est celui d'une entreprise ne maîtrisant pas la technique d'extraction et exploitant un pétrole dégageant des différentiels. Dans ce cas, seule la rente naturelle apparaîtra.
- Le quatrième cas est celui d'une entreprise ne maîtrisant pas la technique d'extraction et exploitant un pétrole ne dégageant pas des différentiels. Dans ce cas, aucun type de rente ne pourrait apparaître.

Ainsi, une différence était faite entre l'extraction pétrolière et la production pétrolière¹. En effet, lorsque le pétrole brut quitte le marché des matières premières en destination des raffineries, c'est dans le but de subir des transformations et d'être offert sur un autre marché ; le marché des produits raffinés. D'un point de vue précis, on a eu à faire à deux types différents de marchandises : une marchandise naturelle (le pétrole brut) et une marchandise fabriquée (le produit raffiné), ce qui nécessite l'existence de deux prix différents.

Ceci dit, la détermination du niveau de la rente générée par le pétrole brut ne dépendra que du prix de vente de la marchandise à l'état brut affiché sur le marché des matières premières. La rente qui pourrait être générée par les produits raffinés est la rente d'une marchandise totalement différente du pétrole brut et serait la propriété seule des entreprises de raffinage, car celles-ci achètent une matière première (le pétrole brut) comme toutes les entreprises qui transforment les matières premières, servant d'input pour leurs chaînes de production. La rente qui en sera générée ne sera pas appelée *la rente pétrolière*, mais *la rente de l'essence* par exemple, produite grâce à des techniques de production différentes.

Grosso modo, le développement technologique et la concurrence acharnée entre les entreprises d'extraction et de transformation pétrolière (raffineries) fait que la maîtrise de la technique soit de niveaux homogènes. Ce qui implique que l'apparition de la rente technique soit très conditionnée et occasionnelle. Toutefois, la rente naturelle d'un pétrole quelconque apparaît souvent du fait de l'omniprésence tirée des différentiels pratiqués pour fixer le juste prix d'un brut quelconque.

3.3. L'appropriation de la rente pétrolière

A notre sens, la rente pétrolière totale r est composée d'une rente technique rT et d'une rente naturelle rN .

$$r = rT + rN \quad (1)$$

¹ Pour rappel, l'extraction pétrolière est le processus d'obtention du pétrole brut depuis le gisement pétrolière souterrain jusqu'à la tête du puits, tandis que la production pétrolière était définie comme la transformation du pétrole brut en produits raffinés.

La rente pétrolière totale r perçue par l'entreprise d'extraction i et par le propriétaire foncier est définie par la différence entre le prix de marché d'un baril du pétrole brut considéré p et le coût moyen CM_i , supporté pour extraire et transporter le baril, de laquelle est soustraite la part du profit théorique de l'entreprise π_θ au taux de profit moyen de l'économie.

$$r = p - (CM_i + \pi_\theta) \quad (2)$$

La rente technique perçue par l'entreprise d'extraction rT_i est la fraction de la rente pétrolière totale r égale à la différence positive entre le coût moyen CM_j supporté par l'entreprise la moins performante j et le coût moyen supporté par l'entreprise considérée.

$$rT_i = CM_j - CM_i \quad (3)$$

La rente naturelle imposable perçue par le propriétaire foncier rN_μ est la fraction de la rente pétrolière totale r après soustraction de la rente technique. Cette rente est le fruit des spécificités propres du pétrole.

$$rN_\mu = r - rT_i \quad (4)$$

La rente naturelle imposable devient une rente naturelle nette après soustraction de la taxe foncière μ_F égale à celle frappant toutes les propriétés foncières de l'économie.

$$rN_n = rN_\mu(1 - \mu_F) \quad (5)$$

Ainsi, il est facilement remarquable que le prix du pétrole est composé de parties fractionnelles : le coût de production, le profit au taux moyen de l'économie et la rente totale perçue par l'entreprise d'extraction et le propriétaire foncier.

Le profit imposable π_μ que l'entreprise d'extraction perçoit est la différence entre le prix du pétrole d'une part et le coût supporté et la rente naturelle d'autre part.

$$\pi_\mu = p - (CM_i + rN) \quad (6)$$

De (2) et (6), nous aurons :

$$r + \pi_\theta = \pi_\mu + rN \Rightarrow \pi_\mu = \pi_\theta + r - rN \quad (7)$$

Ce qui conduit à vérifier que le profit imposable englobe les montants du profit théorique et de la rente technique, laquelle est la différence entre la rente pétrolière totale et la rente naturelle.

$$\pi_\mu = \pi_\theta + rT_i \quad (8)$$

Le profit imposable devient un profit net π_n lorsque le montant de l'impôt en est prélevé. Le taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises d'extraction μ doit être égal au taux de l'impôt frappant les autres entreprises de l'économie.

$$\pi_n = \pi_\mu(1 - \mu) \quad (9)$$

Reste maintenant à définir le propriétaire foncier qui perçoit la rente naturelle. Dans le monde entier, deux grands types différents de législations régissent la propriété du foncier souterrain. Il existe des législations qui stipulent que le sous-sol appartient au propriétaire du sol, comme le cas des Etats-Unis, et d'autres législations qui stipulent que le sous-sol appartient à l'Etat même si le sol ne lui appartenait pas, comme c'est le cas dans la majorité des pays du reste du monde.

Loin de ces préceptes théoriques, la réalité montre que la part de la rente pétrolière perçue par l'Etat est considérée comme un impôt sur le bénéfice des entreprises pétrolières. Pour Chevalier (1975), le surplus pétrolier¹ est « *la différence entre le prix de valorisation d'une tonne de brut, vendue au consommateur sous forme de produit raffiné, et le coût moyen total supporté pour extraire, transporter, raffiner et distribuer cette même tonne de brut* ». Dans cette définition², il est clair que l'auteur ne différencie pas, d'abord, entre le prix du pétrole brut et le prix des produits pétroliers raffinés. Ainsi, il serait difficile de définir la rente pétrolière reliée uniquement à la vente du pétrole brut. Ensuite, il confond, comme c'est le cas chez plusieurs économistes et dans les législations des pays pétroliers, entre la rente pétrolière et la fiscalité pétrolière.

La partie technique de la rente pétrolière qui revient aux entreprises d'extraction est "*voracement*" défendue car ces dernières sont des entreprises privées³. Cependant la propriété publique du sous-sol n'engendre pas ce souci d'appropriation de la partie naturelle de la rente pétrolière. Et c'est pour cette raison que certains auteurs conçoivent que les Etats propriétaires des gisements pétroliers n'encaissent pas la totalité de leur dû ; représenté par la rente pétrolière naturelle, car ils n'usent pas de façon complète de leur droit de propriété. De ce fait, pour Bidault (1982), ceci constitue une cause fondamentale de désunion de la propriété pétrolière puisqu'une personne privée poursuit des objectifs nécessairement différents de ceux d'un Etat. Ici, Bidault, quant à lui, ne distingue pas entre les trois identités différentes dont un Etat pourrait user.

Premièrement, la fonction à laquelle un Etat ne doit pas faillir est celle de la régulation. C'est la première et principale identité de l'Etat. L'Etat-régulateur est représenté par le cadre constitutionnel qui régit la nation. Son intervention dans le champ économique est spécialement dans le domaine pétrolier est représentée par la législation fiscale qui frappe l'activité des entreprises qui opèrent dans le secteur. Deuxièmement, l'Etat pourrait prendre des participations dans les portefeuilles des entreprises d'extraction pour encaisser une partie du profit net qu'elles réalisent. Dans ce cas l'Etat-entrepreneur doit supporter l'impôt qu'il acquitterait au profit de l'Etat-régulateur. Troisièmement, l'intervention de l'Etat dans le domaine pétrolier pourrait se faire en tant que propriétaire. L'Etat-propriétaire intervient pour régler l'intervention des entreprises d'extraction (où, quand et combien extraire) sur ou sous son domaine foncier. Avec cette identité, l'Etat aurait le droit de réclamer la totalité de la rente naturelle et devrait acquitter le montant de l'impôt frappant les propriétés foncières.

Schématisons tout ce raisonnement à l'aide d'un exemple. Supposons qu'un brut quelconque se vend sur le marché des matières premières à 30 dollars le baril. Le coût moyen,

¹ Qui fait référence à la rente pétrolière.

² La définition de Chevalier est une référence d'ampleur pour plusieurs économistes analysant la rente pétrolière. Notre critique pour cette définition, relève de la critique de tous ceux qui la suivent.

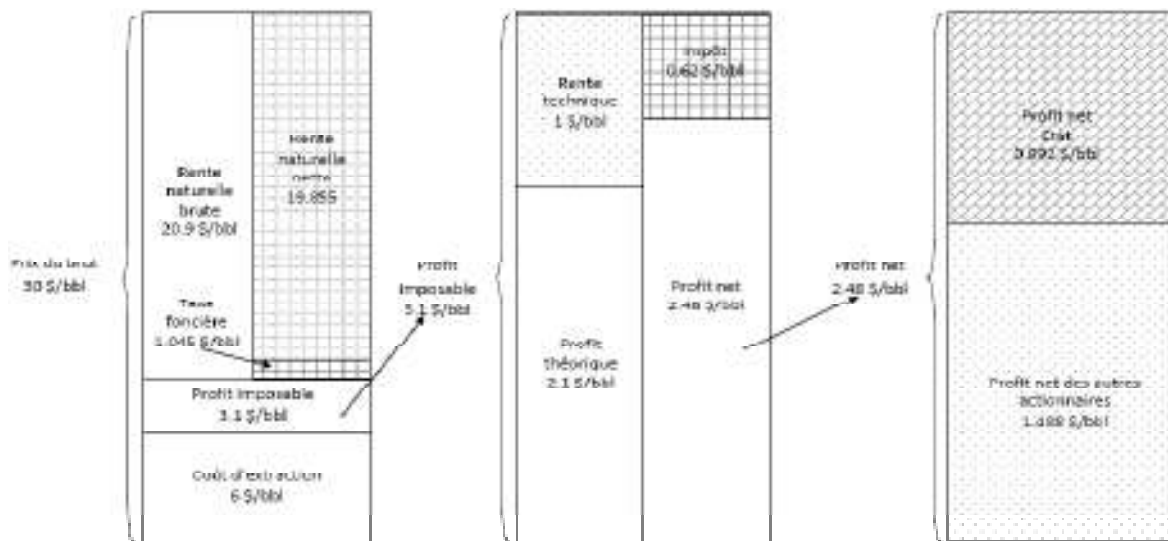
³ L'appropriation des compagnies d'extraction pétrolière d'une partie importante de la rente, supérieure à la rente technique, les classe au palmarès mondial des entreprises performantes. Quelques unes d'elles réalisent des chiffres d'affaires, voire même, des bénéfices supérieurs aux PIB de quelques pays.

y compris le coût du transport, que supporte l'entreprise d'extraction est de 6 dollars, sachant que le coût moyen de l'extraction d'un baril de pétrole dans les mêmes conditions dans lesquelles est extrait le brut en question par l'entreprise la moyen habile à maîtriser la technique d'extraction est de 7 dollars. L'Etat a pris une participation à hauteur de 40%. Le taux de profit moyen dans l'économie est de 30%. Le taux de l'impôt frappant les entreprises de l'économie est de 20%. La taxe foncière est de 5%. Il est à déterminer :

- le profit brut et le profit net de l'entreprise d'extraction ;
- les parts de profit de l'Etat et des autres actionnaires ;
- la fiscalité à encaisser par l'Etat ;
- la rente naturelle revenant à l'Etat ;
- et la rente technique revenant à l'entreprise d'extraction.

La figure 3 montre que la part de la rente naturelle nette est de 19.855 dollars. La raison de son importance revient aux avantages naturels de la propriété foncière de l'Etat-proprétaire (qualité supérieure du pétrole, rapprochement du gisement du marché d'écoulement et facilité d'extraction). Celle de la fiscalité¹ revenant à l'Etat-régulateur est de 2.445 dollars (1.045+0.62) et la part du profit net représentant le dividende de l'Etat-entrepreneur est de 0.992 dollar. La totalité des gains de l'Etat s'élève à 23.292 dollars et représente, d'après les conditions précisées dans l'énoncé de l'exemple, 77.64% du prix du baril du pétrole vendu à 30 dollars.

Figure 3 : Péréquation du profit et de la rente pétrolière



Si l'impôt sur les bénéfices des entreprises d'extraction et la taxe foncière déduite de la rente naturelle brute sont les réclamations de l'Etat-régulateur pour toute activité de création de richesse et non l'appropriation de toute la richesse créée, et le dividende perçu par l'Etat-entrepreneur est la réclamation de l'Etat-régulateur qui a prêté à ce dernier, via les dépenses budgétaires d'équipement, le montant de sa participation dans l'activité d'extraction, le trésor public est la destination légitime de toutes ressources.

Cependant, la distinction entre les ressources de l'Etat-régulateur et de l'Etat-entrepreneur d'une part et les ressources de l'Etat-proprétaire d'autre part, doit y avoir lieu. Celle-ci est

¹ Il s'agit des montants de la taxe foncière et de l'impôt sur le profit imposable.

expliquée par le fait que l'Etat-proprétaire n'est que l'intérim du peuple à gérer sa propriété foncière. Dans ce cas l'Etat-proprétaire apparaît comme une entité qui agit « *égoïstement* », d'après la logique marginaliste, pour satisfaire le maximum de ses besoins. Cette volonté de maximiser la satisfaction jaillit dans la réclamation de toute la rente naturelle nette d'impôts. Ce qui vaut de dire que la destination de ce type de rente ne peut être le trésor public, lequel est chargé d'organiser le bon fonctionnement de l'activité économique au profit des entreprises qui acquittent leurs impôts.

Toutefois, la réalité rencontrée montre que les définitions galvaudées des différents rôles de l'Etat engendrent des disfonctionnements au sein de l'économie. En effet, l'encaissement de la rente naturelle en tant qu'impôt gonfle artificiellement le trésor public et le rend tributaire de celle-ci ; sachant qu'elle est dépendante de variables exogènes (prix du pétrole internationalement fixés par exemple). Cette confusion entre la rente pétrolière et la fiscalité rattachée à l'activité dans le domaine pétrolier est une forme de reconnaissance de l'Etat que la différence entre le prix du pétrole et coût d'extraction est un bénéfice commerciale réalisé par ces dernières. A notre sens, la principale cause de cette confusion est l'absence de distinction entre une activité de production et une activité d'extraction.

4. Petite esquisse d'une stratégie de développement

La collecte facile des impôts et des devises grâce à l'extraction et aux exportations des hydrocarbures n'incite guère les pouvoirs publics à encourager les secteurs productifs à réaliser de la valeur ajoutée, laquelle est favorable à la croissance économique. Par conséquent, le budget de l'Etat, le PIB et la balance des paiements seront dépendants des niveaux de la rente. Compte tenu de la réalité des modèles de redistribution de la rente, celle-ci reflète bien les effets néfastes des régimes d'exploitation des hydrocarbures. Dans le même ordre d'idées, surpasser tous ces défis est une condition *sine qua non* pour les pays pétroliers afin de conjurer la malédiction des ressources naturelles et construire des économies autonomes et qui s'autoentretiennent. En effet, les processus d'autonomie et d'autoentretien d'une économie doivent avoir comme finalité la réalisation des sécurités alimentaire, sanitaire et territoriale. Ces trois objectifs doivent être les préoccupations de base des pouvoirs publics. Pour commencer, les pays pétroliers sont dans l'obligation de réviser d'abord leurs systèmes de création et de redistribution de la rente.

4.1. La collecte de la rente

La majeure partie de la fiscalité des pays pétroliers est assurée par le seul secteur des hydrocarbures qui est exposé aux chocs extérieurs. Ceci "*dope*" le budget de l'Etat avec une ressource à débit irrégulier et désintéresse l'Etat à collecter la fiscalité hors hydrocarbures. La nouvelle méthode d'appropriation de la rente présentée plus haut serait de rigueur pour atténuer le degré de dépendance du budget de l'Etat.

Cette nouvelle méthode d'appropriation permettra à l'économie d'engranger d'une importante rente naturelle nette qui est tout-à-fait différente de l'impôt. Le bénéficiaire de l'impôt est l'Etat-régulateur, propriétaire du trésor public dans lequel serait déposé le montant de l'impôt. Quant au montant de la rente naturelle nette, celui-ci serait déposé dans un « *Fonds Spécial* »¹, du moment que sont propriétaire est le l'Etat-proprétaire. Les emplois de

¹ L'objet du Fonds Spécial est loin d'être confondu à celui des fonds de souveraineté de quelques pays pétroliers. En fait, les fonds de souveraineté accueillent les capitaux récoltés de la commercialisation des hydrocarbures (la rente). Ils sont, ensuite placés dans des banques étrangères ou servent de moyens d'achats de titres boursiers sûrs. Les fruits de ces capitaux sont réservés pour les générations futures. L'incompatibilité des fonds de souveraineté pour les économies rentières du Sud réside,

cette caisse doivent faire seulement l'objet de transferts sociaux améliorant le cadre de vie de la partie démunie du peuple-proprétaire réel du foncier pétrolifère. La mission du Fonds Spécial est de redresser les déséquilibres socioéconomiques. Pour ce faire, la rente y déposée aurait deux principales destinations de dépense. La première destination serait sous forme de transferts ciblés au profit de : la lutte contre la pauvreté, l'éducation, les soins et de la recherche scientifique qui sert de plate forme solide à la croissance des secteurs productifs. Tandis que la seconde serait sous forme de crédits à l'investissement productif.

4.2. Les canaux de redistribution de la rente

Dans une économie rentière, la politique de redistribution des revenus doit corriger les inégalités attachées aux mécanismes de la répartition primaire. La concentration des revenus chez une petite partie de la population risque d'engendrer un excès d'épargne. D'un point de vue macroéconomique, cette concentration, si elle n'est pas corrigée par une politique de redistribution, se traduirait par une fuite de monnaie hors du circuit des flux monétaires, amplifiant ainsi le gap entre les périodes ex-ante et les périodes ex-post. De plus, les inégalités sociales qui en naîtraient (de la disparité des revenus) conduiront à l'exclusion des catégories démunies. Comme aboutissements finals, la demande effective et les opportunités d'investissement seront donc réduites. Laconiquement, ce constat, additionné à celui avancé lors de l'exposé des symptômes du Dutch disease et de la malédiction des ressources naturelles, requiert la révision de la méthode de redistribution de la rente.

Les modèles notables de redistribution de la rente des ressources naturelles sont certainement ceux de l'Indonésie et de la Malaisie. Les deux pays, après avoir été de grands exportateurs de matières premières, ont maintenu le cap d'une croissance économique rapide en diminuant la pauvreté depuis plus de trois décennies. Le tableau ci-dessous montre que la stratégie commune adoptée par l'Indonésie et la Malaisie a limité les effets du Dutch disease. Elle a facilité, en outre, la transition des économies dirigées par les ressources naturelles à des économies dirigées par l'industrie à travers les années 1980 et 1990, fuyant ainsi un piège récurrent.

Changement de la structure des exportations (% des exportations totales)

		1970	1980	1990	2000
Indonésie	Matières premières agricoles	34.8	14.1	5.0	3.6
	Alimentation	19.6	7.7	11.2	8.9
	Fuels	32.8	79.8	44.0	25.4
	Industrie	1.2	2.3	35.5	57.1
	Autres	11.6	3.9	4.3	5.0
	Part des exportations dans le PIB	13.5	29.0	25.3	42.9
Malaisie	Matières premières agricoles	50.0	31.0	13.8	2.6
	Alimentation	12.6	15.0	11.7	5.5
	Fuels	7.3	24.7	18.3	9.6
	Industrie	6.5	18.8	53.8	80.4
	Autres	23.6	10.5	3.2	1.9
	Part des exportations dans le PIB	41.4	56.7	74.5	124.4

Source : Auty, 2007.

Auty (2007) dénombre trois caractéristiques positives de la stratégie de développement adoptée pour atteindre ces performances, à savoir :

simplement, dans les besoins de financement des structures d'accumulation des richesses nationales. D'où la nécessité d'investir localement ces capitaux.

- l'accord de la priorité à une gestion macroéconomique judicieuse ;
- le contrôle des activités de recherche de la rente en combattant donc la corruption de toutes ces natures ;
- la préoccupation explicite à élever le niveau du bien-être des populations rurales pauvres, principalement par les dépenses d'infrastructures rurales et en diffusant une révolution de "*techniques vertes*" pour guider une croissance d'un secteur agricole intensif en facteur travail.

4.2.1. Les transferts de la rente

L'un des objectifs du Fonds Spécial est l'organisation de la redistribution de la rente pour conjurer les effets du Dutch disease et de la malédiction des ressources naturelles.

4.2.1.1. Eradication de la pauvreté

L'éradication de la pauvreté est, en théorie, la première priorité de toute politique de développement et donc de dépenses publiques. Le principal défi pour l'Etat réside, maintenant, dans l'élaboration d'un procédé de dépense de la rente tout en évitant à l'économie de retomber dans le cercle vicieux du Dutch disease et faisant obstacle aux chercheurs de la rente. Afin d'y parvenir, le meilleur moyen, à mon avis, est d'établir un panier des besoins vitaux qui contient la liste des produits de base garantissant à la population sa dignité. Ces produits de base sont réunis dans trois principaux groupes, à savoir : l'alimentation, l'habillement et le logement. Les quantités et les qualités de ces groupes de biens suivent le régime moyen de la société. Dans cet ordre d'idée, afin que les pauvres¹ aient accès à l'acquisition de ce panier de biens, on leur attribuera périodiquement des indemnités d'insertion à la vie normale qui seront déterminées de manière à ce qu'elles soient égales au coût d'acquisition du panier des besoins vitaux.

Cette manière d'agir permet de reverser les effets du Dutch disease en accroissant la demande aux biens de base produits par les secteurs productifs (en l'occurrence, les biens agricoles et les produits manufacturés) et en réduisant la demande des biens de luxe qui ne reflètent pas la réalité de la performance de l'économie. La distribution de revenus modérés permet à l'élasticité-revenu de la demande des biens de base produits localement de devenir positive après avoir été négative. C'est-à-dire, après que la plus importante masse de revenus s'est concentrée entre les mains d'une minorité de la population qui ne demande que du luxe importé, l'équidistribution de la rente sur la population permettra de relancer la demande des biens de base. Ainsi, la demande accrue des biens localement produits générera un milieu de concurrence entre les entreprises des secteurs productifs et permettra l'amélioration de la qualité de leurs outputs.

4.2.1.2. Perfectionnement de l'éducation et des systèmes de soins

Le développement autoentretenu d'une nation ne peut être conçu par un peuple illettré et/ou ignorant même en l'abondance de ressources financières ou de ressources naturelles². C'est un ensemble de processus économiques et sociaux viscéralement liés qui exige de la population d'être simultanément éduquée, responsable et altruiste. Inversement, aux enseignements de la théorie néoclassique qui stipule que l'agent économique rationnel est

¹ Le niveau du « seuil de pauvreté » est difficile à être déterminé. Il n'est qu'à mentionner les débats inhérents à ce sujet. Toutefois, il me paraît logique que le niveau du seuil de pauvreté est spécifique à chaque nation. Ainsi, un individu est considéré comme pauvre s'il n'a pas accès total à l'acquisition du panier des produits de base, lequel est de nature et de régime différents de nation en nation.

² A l'aide d'une régression linéaire, le degré de dépendance entre la croissance économique (comme variable dépendante) et le niveau d'alphabétisation (comme variable indépendante) peut être estimé. Voir Gylfason (2001) pour plus de détails.

égoïste, insatiable et n'est tenté que par la maximisation de ses satisfactions biologiques¹, l'altruisme économique, par opposition à l'égoïsme néoclassique, enseigne qu'il n'est pas défendu de chercher à atteindre son bien-être, si cela ne prive pas autrui d'atteindre le sien². C'est dire que si tout le monde accomplit son devoir, nul ne réclamera son droit. Certes, à court terme, les chances que l'égoïsme permet d'atteindre le bien-être sont plus fortes que celle qu'offre l'altruisme. Cependant, à long terme, c'est l'effet inverse qui apparaît. Or, à long terme, l'égoïsme aura un "*effet boomerang*". Le mode de développement économique "*égoïste*" mené sans autre critère de jugement que la rentabilité du capital engagé a débouché, dans notre ère, sur des conséquences contraignant la pérennité de celle-ci. Cela veut dire que le progrès technique que l'humanité a édifié, en élargissant la fosse entre les populations riches et pauvres, doit être ralenti.

Suivre ces préceptes relève peut-être de l'utopie dans une économie où le raisonnement rentier, fondé sur la logique de l'exclusivité et de l'accaparement, prévaut. Mais une chose est sûre, comme l'humanité a pu défier plusieurs obstacles à travers son histoire, qui relevaient de l'impossible avant de les vaincre, ceci grâce à l'intellect qu'elle a su développer en le nourrissant de savoirs, il est incontestablement admis que l'investissement dans la formation du capital humain est une étape fondamentale et cruciale permettant d'abandonner cette accoutumance perverse sur l'économie. La conscience qui en devrait naître, créera un besoin d'accomplir pour la société³ et donc le sens de responsabilité chez les agents. C'est sur la base de ce tissage de logiques que le perfectionnement de l'éducation relève d'une importance capitale et que l'Etat doit prendre en charge. Ecoutons ce que Alfred Marshall (1906 : p. 197) dit, par exemple :

"L'éducation doit être plus complète. Le maître d'école doit apprendre que son principal devoir ne consiste pas à communiquer la science, car il suffira de quelques shillings pour acheter plus de science imprimée que le cerveau d'un homme ne peut en contenir. Son devoir consiste à façonner le caractère, les facultés et les activités ; de telle sorte que même les enfants de parents qui sont incapables de réflexion puissent avoir l'heureuse fortune d'être élevés pour devenir eux-mêmes des parents réfléchis pour la prochaine génération. Pour arriver à ce but, les ressources publiques doivent être dépensées sans parcimonie".

Le deuxième champ de dépense de la rente doit être, donc, la création d'instruments (formation d'éducateurs, accès facile et gratuit à toute la population à la scolarisation de tous les niveaux) ayant comme but d'atteindre un taux d'alphabétisation de 100% et capables de régénérer les valeurs morales domestiques afin de ne pas adopter des modèles de développement importés qui ne peuvent être universalisés.

Vu leur symbiose, l'intellect sain exige un corps physique (hôte) sain. De ce fait, la formation d'un capital humain n'est exhaustive qu'après lui avoir assuré son second aspect qu'est l'accès aux soins. Le système de santé est appelé à être réformé de manière à en garantir à toute la population l'accès facile et gratuit.

4.2.1.3. Promotion de la recherche scientifique

Les niveaux de développement économique auxquels l'homme est parvenu n'est que la conséquence de la recherche de moyens lui facilitant la vie sur Terre. En l'occurrence, sans la recherche, rien ne pourrait être promu et l'homme n'aurait connu que son niveau de vie ancestral. Jadis, les savants étaient les conseillers des grandes civilisations ayant marqué leurs

¹ Cet enseignement conduit l'homme à la classe animale. Néanmoins, il est bon à savoir que certains animaux qui vivent en hardes, en troupes, en colonies ou en solitaire, malgré qu'ils agissent par instinct, puissent enseigner à l'homme des valeurs morales et sociales desquelles il est loin avec son mode de vie égoïste.

² Les économistes de l'école libérale expliquaient les inégalités de revenus et de richesses comme découlant essentiellement de différences de talent, d'intelligence et d'ambition entre les êtres humains, sans remettre en cause la structure sociale.

³ Voir sur le sujet de la pyramide des besoins de Maslow (2004).

existences dans l'histoire de l'humanité. C'est dans ce cadre que les universités et les centres de recherche, abritant les savants de notre ère, doivent être considérés comme les centres de rayonnement de nouvelles idées. Quoique, cette tranche de la société n'a pas eu la considération qu'elle mérite dans les pays rentiers et dont les économies sont à la traîne. Ceci à cause de la rente facilitant la vie et qui n'incite guère les institutions à adresser plus d'attention à la recherche scientifique. La considération que la recherche scientifique doit recevoir, se résume en deux catégories de moyens : humains et matériels.

La rente, facile à créer, permet de subvenir, via l'importation, aux besoins des agents en matière de produits industriels sans que les procédés technologiques ne soient fournis. En effet, on a beaucoup écrit sur la problématique du transfert de la technologie et les institutions ont longtemps attendu et ont cher payé sans que l'indépendance technologique ne soit réalisée. De ce fait, du moment que la rente est dépensée, les institutions doivent encourager la recherche scientifique en réévaluant les statuts des chercheurs au-dessus de tous les statuts. Ce point est très important afin de profiter de la mobilité internationale du facteur travail intellectuel qui est très fluide. Le phénomène de la fuite des cerveaux en grandes masses est connu dans tous les pays pétroliers du Sud au profit donnant plus de mérite aux savants, ceci malgré leur richesse financière. L'amélioration du cadre de vie des chercheurs sera un premier aspect incitatif des chercheurs sédentaires et attractif des chercheurs émigrés.

Le second aspect incitatif et attractif des chercheurs serait la mise à leur disposition des moyens matériels fondamentaux pour la recherche. La création d'universités prestigieuses et de laboratoires sophistiqués, abritant les élites scientifiques, est nécessaire pour développer l'engineering de toute discipline et mettre au point des "*technologies indépendantes*"¹. Même si les nouveaux procédés technologiques, une fois créés, ne sont pas pointus pendant les premiers temps, l'innovation et le finlage pourra rapidement les rendre concurrents des autres procédés existants. Afin que les technologies indépendantes réussissent, les institutions doivent, d'abord, suivre le bon déroulement des activités de la recherche, et en parallèle, les universités et les laboratoires de recherche doivent être les premiers organes de consultation et de suivi des processus de développement économique. Dans ce même sens, la réalité des dynamiques économiques montre que les activités de recherche et développement initiées dans les universités et les laboratoires de recherche sont un facteur d'apprentissage et d'innovation indispensable pour les entreprises et l'activité économique en général. Ainsi, un lien entre les institutions de planification du développement, les laboratoires de recherche concepteurs des procédés du développement et les entreprises réalisatrices du développement sera établi.

4.2.2. L'investissement de la rente

La nouvelle redistribution de la rente qui provoquera l'amenuisement de la demande des biens de luxe et l'accroissement de la demande des biens de base (constitués principalement par les biens agricoles et manufacturés) favorisera le déplacement des facteurs de production du secteur des services vers les secteurs productifs. L'attractivité des secteurs productifs aux facteurs travail et capital sera importante au fur et à mesure que les profits dans ces secteurs seraient croissants. Ce qui revient à dire que la différence entre les recettes totales et les coûts moyens est de plus en plus croissante lorsque la production augmente. Certainement, l'augmentation de la production ne sera que la résultante des adjonctions des unités du facteur travail aux quantités du facteur capital (terre, eau et actifs financiers) déjà abondantes et sous utilisées. Quoique, les politiques publiques doivent inscrire dans leurs préoccupations

¹ Si des pays ont pu créer leurs propres technologies, rien n'empêche les autres pays à créer les leurs ; du moment que les moyens humains et financiers existent.

l'insertion de l'esprit d'entreprise parmi les investisseurs ; en les initiant aux principes de base de l'économie de l'entreprise et du management. Ceci dit, l'importation dans les pays riches en ressources naturelles, contrairement à l'évidence statistique déjà démontrée dans le modèle du Dutch disease, ne concernera que les biens auxquels l'économie n'a pas d'avantage comparatifs.

Il est remarquable que ces préceptes conduisent à provoquer un phénomène inverse aux effets dépense et mouvement de ressources du modèle du Dutch disease (induits par des transferts non mesurés de la rente). Ainsi, si les dépenses de la rente pourront couvrir tous les besoins des pauvres et des secteurs de l'éducation, de la santé publique et de la recherche scientifique – en respectant cet ordre de priorité – le Fonds Spécial, pourrait jouer le rôle d'une banque de prêts pour l'investissement productif. A travers cette logique, les prêts ne concerneront que l'investissement dans les secteurs agricole et manufacturier et ne seront orientés qu'à l'acquisition des inputs produits localement. Dans le cas contraire, la réapparition des importateurs rentiers et la prolifération de la corruption seraient certaines.

Dans le but d'assurer la solvabilité des emprunteurs, le Fonds Spécial doit prendre des participations supérieures ou égales à 51%. La participation majoritaire du Fonds Spécial garantira la rigueur des opérations d'investissement. L'étude des dossiers et le suivi technique des investissements seront confiés à des experts en gestion de projets qui n'auront pas des honoraires fixes mais une part des dividendes réalisés pour les inciter au bon suivi. Une fois que le Fonds Spécial ait récupéré les sommes prêtées plus une marge bénéficiaire dont le montant est fixé au préalable, celui-ci se retirera du projet après avoir inculqué aux demandeurs d'emprunts l'esprit d'entreprise.

La méthode de prêt pour l'investissement avec participation du Fonds Spécial et l'engagement d'experts privés de gestion augmentera les chances de réussite des projets d'investissement car le Fonds Spécial n'acceptera de s'engager dans un projet qu'une fois la rentabilité de ce dernier soit assurée. Ensuite, les demandeurs d'emprunts bénéficieront de l'expertise du Fonds Spécial et ne seront pas confrontés à la bureaucratie dont la majorité des pays rentiers sont victimes ; cela à condition de présenter des projets d'investissement économiquement réalisables et financièrement rentables.

Conclusion

Cet article présente, dans une première partie, les conséquences indésirables induites par la rente des ressources naturelles. Il a été exposé que les processus d'exploitation des ressources naturelles génèrent des manques à gagner en matière de développement. La facilité de la création de la rente dans les pays pétroliers constitue un obstacle à la performance des grands équilibres de l'économie du moment que la contraction de la part de la rente cause des bouleversements profonds et graves. Ensuite, il a été montré que les régimes de dépense et de redistribution inappropriés engendrent, en outre que l'étiollement des secteurs productifs, des discriminations et des exclusions sociales.

Dans une seconde partie, L'analyse des politiques économiques publiques de l'Algérie a permis de remarquer que l'apport du surplus pétrolier aux diverses tentatives de développement économique était prédominant. Ainsi, la décennie des années 1970 était une période de prospérité de l'investissement. Cependant, l'anxiété excessive de construire une base industrielle avait conduit le pays à un endettement massif sous l'hypothèse (qui était une certitude pour le planificateur) que les recettes en devises, provenant de l'exportation des hydrocarbures, seront pérennes. En effet, la crise pétrolière de 1986 qui était au rendez-vous a sombré l'économie algérienne dans un grave désarroi économique. Ce qui avait retenti, rapidement, dans la population sous forme d'une crise sociale et avait obligé le pays à "se

prosterner" devant les clubs de Londres et de Paris et de *"mendier"* le rééchelonnement de la dette. C'est une action *sine qua non* qui avait mis l'Algérie sous la houlette des institutions de Bretton Woods. A partir du troisième boom pétrolier de 2004, les recettes pétrolières jouent encore le rôle de précurseur du développement économique, mais de façon différente que celle des années 1970. La prise de conscience de l'effet du contexte international rend la nouvelle politique économique méfiante du danger de la dette en se désendettant rapidement et d'une éventuelle crise pétrolière en créant un fonds de régulation des réserves.

Dans la troisième et la quatrième partie, une nouvelle méthode de gestion de la rente pétrolière était proposée. Le renouveau du statut de la rente pétrolière pourrait entraîner plusieurs renversements de rapports de forces. Des basculements de rôles iront du budget de l'Etat vers le Fonds Spécial, de la classe bourgeoise vers la classe des pauvres, de l'ignorance vers la connaissance, d'un secteur des services improductif vers des secteurs agricole et manufacturier productifs et enfin d'une économie rentière à une économie de production.

Il reste à dire qu'il peut exister des manières de fuir les effets du Dutch disease et de la malédiction des ressources naturelles. Toutefois, il a été rendu clair, à mon avis, que toute stratégie de développement doit résulter de l'analyse des conditions particulières et des spécificités propres de chaque pays et non de tentatives visant à transplanter (ou à calquer) des modèles *"dictés"* dont il est certain aujourd'hui qu'aucun d'entre eux ne constitue la *"potion magique"* du développement. *In fine*, ce qui est de plus important à souligner, est que toute la problématique du développement dans les pays rentiers est tout simplement liée à la volonté publique et à l'éveil de la société.

Annexe

Structure du financement de l'économie

	TIE	TIM	EMI	IT/PIBHH	AI/PIB	AI/PIBHH	PIBH/IT	MN/IT
1970	0.37	-	-	0.42	1.07	1.24	0.37	0.14
1971	0.36	0.33	3.07	0.39	1.10	1.21	0.26	0.20
1972	0.34	0.78	1.28	0.40	1.05	1.23	0.43	0.08
1973	0.40	2.24	0.45	0.49	1.06	1.30	0.46	0.10
Moyenne de la période	0.37	1.18	1.61	0.43	1.07	1.25	0.38	0.13
Ecart-type	0.03	1.12	1.37	0.05	0.02	0.04	0.09	0.05
1974	0.40	0.98	1.02	0.60	0.97	1.45	0.83	-0.08
1975	0.45	2.23	0.45	0.60	1.09	1.46	0.56	0.19
1976	0.43	0.75	1.34	0.59	1.04	1.42	0.62	0.01
1977	0.47	1.50	0.67	0.64	1.11	1.52	0.58	0.12
Moyenne de la période	0.44	1.41	0.87	0.61	1.05	1.46	0.65	0.06
Ecart-type	0.03	0.74	0.42	0.02	0.06	0.04	0.12	0.12
1978	0.52	1.58	0.63	0.68	1.15	1.49	0.45	0.19
1979	0.42	-0.02	-54.67	0.57	1.02	1.38	0.62	-0.08
Moyenne de la période	0.47	0.83	-30.16	0.63	1.09	1.44	0.54	0.06
Ecart-type	0.07	1.20	43.49	0.08	0.09	0.08	0.12	0.19
1980	0.39	0.65	1.53	0.57	0.96	1.40	0.81	-0.19
1981	0.37	0.66	1.50	0.54	0.96	1.39	0.84	-0.20
1982	0.37	1.09	0.91	0.52	0.98	1.37	0.76	-0.14
1983	0.38	1.07	0.93	0.52	0.98	1.33	0.71	-0.12
1984	0.35	0.43	2.32	0.46	0.98	1.29	0.69	-0.14

Moyenne de la période	0.37	0.77	1.48	0.52	0.97	1.36	0.76	-0.16
Ecart-type	0.01	0.30	0.61	0.04	0.01	0.05	0.06	0.03
1985	0.33	0.45	2.20	0.43	0.97	1.25	0.68	-0.16
1986	0.33	1.51	0.67	0.39	1.04	1.20	0.39	0.09
1987	0.30	-1.05	-0.95	0.35	0.98	1.15	0.48	-0.08
1988	0.27	0.08	12.41	0.32	1.00	1.18	0.56	-0.02
1989	0.29	1.27	0.79	0.35	0.99	1.20	0.61	-0.02
Moyenne de la période	0.30	0.47	3.15	0.37	1.00	1.20	0.54	-0.04
Ecart-type	0.03	0.84	5.66	0.04	0.03	0.04	0.11	0.09
1990	0.29	1.07	0.93	0.38	1.02	1.32	0.77	-0.22
1991	0.31	1.11	0.90	0.42	0.94	1.29	0.89	-0.36
1992	0.30	0.88	1.13	0.39	0.97	1.27	0.78	-0.19
1993	0.29	0.51	1.97	0.36	0.99	1.25	0.73	-0.10
Moyenne de la période	0.30	0.90	1.24	0.39	0.98	1.28	0.79	-0.22
Ecart-type	0.01	0.30	0.54	0.03	0.03	0.03	0.07	0.11
1994	0.31	1.43	0.70	0.40	1.04	1.33	0.70	0.04
1995	0.32	1.01	1.00	0.42	1.02	1.36	0.80	0.02
1996	0.26	0.18	5.55	0.32	0.92	1.15	0.76	-0.37
1997	0.25	0.69	1.45	0.34	0.87	1.18	1.05	-0.41
1998	0.28	9.50	0.16	0.38	0.87	1.19	0.97	0.01
Moyenne de la période	0.28	2.67	1.88	0.37	0.94	1.24	0.86	-0.14
Ecart-type	0.03	4.10	2.45	0.04	0.08	0.10	0.15	0.23
1999	0.26	0.70	1.44	0.35	0.82	1.10	0.95	-0.19
2000	0.24	0.56	1.80	0.30	0.69	0.87	0.87	-0.94
2001	0.28	4.92	0.20	0.32	0.75	0.87	0.52	-0.57
2002	0.31	3.60	0.28	0.37	0.81	0.94	0.45	-0.39
2003	0.31	0.91	1.10	0.37	0.77	0.92	0.53	-0.60
Moyenne de la période	0.28	2.26	0.99	0.34	0.77	0.94	0.66	-0.54
Ecart-type	0.03	2.20	0.75	0.03	0.05	0.09	0.23	0.28

Source : Construit à partir des données de l'Office National des Statistiques.

Appendice mathématique

Les identités macroéconomiques fondamentales

En terme de flux réels, l'offre globale (OG) est déterminée par la combinaison de la production intérieure des biens et services produits à l'étranger et offerts sur le marché national.

$$OG = PIB + \underset{\text{Im portations}}{M} \quad (1)$$

Parallèlement, la demande globale (DG) doit intégrer, à côté de la demande interne (DI), composée par la demande de biens de consommation (C), la demande d'investissement (I) et les dépenses gouvernementales (G), la demande émanant de l'étranger.

$$DG = DI + \underset{\text{Exportations}}{X} \quad (2)$$

$$\text{Avec : } DI = C + I + G \quad (3)$$

Par conséquent, le marché des biens et services est en équilibre lorsque l'offre globale est égale à la demande globale.

$$PIB + M = C + I + G + X \quad (4)$$

$$PIB = C + I + G + X - M \quad (5)$$

Le système des comptes économiques algérien (SCEA) définit le PIB optique dépense comme la somme des consommations finales des ménages et des administrations publiques (CF), de l'accumulation brute de fonds fixes (ABFF), de la variation des stocks (VS) et des exportations retranchée des importations.

$$PIB = CF + ABFF + VS + X - M \quad (6)$$

On appellera l'accumulation brute de fonds fixes et la variation des stocks, l'investissement total (IT). On aura alors :

$$IT = ABFF + VS \quad (7)$$

On remplace (7) dans (6), on aura :

$$PIB = CF + IT + X - M \quad (8)$$

Dans notre cas, nous scinderons le PIB en deux parties en différenciant le PIB généré par le secteur des hydrocarbures ($PIBH^1$) et le PIB généré par les secteurs hors hydrocarbures (PIBHH).

$$PIB = PIBH + PIBHH \quad (9)$$

L'analyse de l'effort du développement de l'Algérie à partir des années 1970 met en évidence la part de la valeur ajoutée hors hydrocarbures du surplus pétrolier dans le financement de l'investissement. Ainsi, les indicateurs suivants permettent d'appréhender la question :

- Le taux d'investissement de l'économie (TIE) qui calcule la part de l'investissement total dans le PIB.

$$TIE = \frac{IT}{PIB} \quad (8)$$

- Le taux d'investissement marginal (TIM) qui précise l'évolution de l'effort d'investissement de l'économie. Il représente la variation relative de l'investissement total induite par une variation relative du PIB :

$$TIM = \frac{\Delta IT}{\Delta PIB} \quad (10)$$

- L'efficacité marginale de l'investissement (EMI) qui calcule la variation relative de la valeur ajoutée induite par une variation relative de l'investissement.

$$EMI = \frac{\Delta PIB}{\Delta IT} \quad (11)$$

$$EMI = \frac{1}{TIM} \quad (12)$$

- Le taux moyen de l'investissement total en ne tenant compte que du PIBHH.

¹ Faute de données statistiques, la valeur du PIBH sera représentée par la valeur de la PIB du secteur.

$$\frac{IT}{PIBHH} \quad (13)$$

- La participation du PIB et des importations à l'absorption interne (AI).

$$AI = CF + IT \quad (14)$$

On remplace (14) dans (8), on aura :

$$PIB = AI + X - M \quad (15)$$

$$AI = PIB - (X - M) \quad (16)$$

- Si : $X - M \geq 0 \Rightarrow \frac{AI}{PIB} \leq 1 \Rightarrow$ Le PIB suffit à subvenir AI ;
- Si : $X - M < 0 \Rightarrow \frac{AI}{PIB} > 1 \Rightarrow$ Le PIB ne suffit pas à subvenir AI.

- La participation du PIBHH à l'absorption interne.

$$PIBH + PIBHH = AI + X - M \Rightarrow PIBH + PIBHH - (X - M) = AI .$$

- Si : $PIBH - (X - M) > 0 \Rightarrow \frac{AI}{PIBHH} > 1 \Rightarrow$ AI fait appel au financement du PIBH ;
- Si : $PIBH - (X - M) \leq 0 \Rightarrow \frac{AI}{PIBHH} \leq 1 \Rightarrow$ AI est subvenue par le seul PIBHH.

- La participation du PIBH au financement de IT sera mesurée par :

$$\frac{PIBH}{IT} \quad (16)$$

- Afin de mesurer explicitement la part du PIBH dans le financement de l'investissement, nous ferons appel au calcul d'un ratio exprimé par la part des importations nettes (MN) dans l'investissement total :

$$\frac{MN}{IT} \quad (17)$$

$$\text{Avec } MN = M - X \quad (18)$$

Références

- Alam S., 1982, « The basic macro-economics of oil economies », *Journal of Development Studies*, Vol. 18, n° 12, January, pp. 205-216
- Auty R. M., 1994, « Industrial policy reform in six large newly industrialized countries: The resource curse thesis », *World Development*, Vol. 22, n° 1, pp. 11-26
- Auty R. M., 2007, « Natural resources, capital accumulation and the resource curse », *Ecological Economics*, n° 61, pp. 627-634
- Banque Mondiale, 1999, *World Development Indicators*, CD-Rom
- Banque Mondiale, 2003, *Mémoire du président de la BIRD et de SFI au conseil d'administration concernant une stratégie de coopération avec la RADP*, Rapport n° 25828-AL., 30 juin 2003

- Benabdellah Y., 1999, *Economie rentière et surendettement*, Thèse de Doctorat, Université Lumière de Lyon
- Benachenhou A., 1982, *Développement et coopération internationale*, OPU, Alger
- Benissad M. E., 1985, *Stratégie et expérience de développement*, OPU, Alger
- Benissad M. E., 1991, *Réformes économique en Algérie. Ou l'indicible ajustement structurel*, OPU, Alger
- Bidault F., 1982, « Structure de l'industrie pétrolière et répartition de la rente », in Angelier J.-P., et al., *Rente et structure des industries de l'énergie*, CNRS, Grenoble, pp. 231-268
- Bouzidi A., 1999, *Les années 90 de l'économie algérienne. Les limites des politiques conjoncturelles*, Enag Alger
- Chevalier J. M., 1975, « Eléments théoriques d'introduction à l'économie du pétrole : l'analyse du rapport de force », *Revue d'économie politique*, n° 2, Mars-avril, pp. 230-256
- CNUCED, 2003, *Examen de la politique d'investissement en Algérie*, ONU, Genève, décembre 2003
- Corden W. M., Neary, J. P., 1982, « Booming sector and de-industrialisation in a small open economy », *Economic Journal*, n° 92, pp. 825-848
- Fekrat A., 1979, « Growth of OPEC-type economies: a preliminary theoretical inquiry », *Economica Internazionale*, Vol. XXXII, n° 1, February, pp. 77-87
- Gelb A. H., 1988, *Oil Windfalls: Blessing or Curse?*, New York: Oxford University Press
- Gregory R. G., 1976, « Some implications of the growth of the mineral sector », *The Australian Journal of Agricultural Economics*, Vol. XX, n° 2, August, pp. 71-91
- Gylfason T., 2001, « Natural resources, education, and economic development », *European Economic Review*, n° 45, pp. 847-859
- Hotelling H., 1931, « The economics of exhaustible resources », *The Journal of Political Economy*, Vol. 39, n° 2, April, pp.137-175
- Krueger A. O., 1974, « The political economy of the rent-seeking society », *American Economic Review*, Vol. 64, n° 3, 1974, pp. 291-303
- Larsen E. R., 2005, « Are rich countries immune to the resource curse ? Evidence from Norway's management of its oil riches », *Resources Policy*, n° 30, pp. 75-86
- Marshall A., 1906, *Principes d'économie politique*, Livre VI, *Valeur, ou distribution et échange*, trad. Française : Bibliothèque de l'université du Québec
- Maslow A., 2004, *L'accomplissement de soi, de la motivation à la plénitude*, Eyrolles, Paris
- Mehlum H., Moene K., Torvik R., 2002, « Institutions and the resource curse », Memorandum n° 29, Department of Economics, University of Oslo
- Robinson J. A., Torvik R., Verdier T., 2006, « Political foundations of the resource curse », *Journal of Development Economics*, n° 79, pp. 447-468
- Ross M. A., 2001, « The political economy of the resource curse », *World Politics*, n° 51, pp. 297-322
- Sachs, J. D., Warner, A.M., 2001, « The curse of natural resources », *European Economic Review*, n° 45, pp. 827-838
- Sid Ahmed A., 2000, « Le paradigme rentier en question : l'expérience des pays arabes producteurs de brut. Analyse et éléments de stratégie », *Revue Tiers Monde*, tome 41, n° 163, juillet-septembre, pp.501-525
- Seers D., 1964, « The mechanism of an open petroleum economy », *Social and Economic Studies*, Vol. 13, n° 2, 1964, pp. 233-242
- Sid Ahmed A., 1989, *Economie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*, OPU, Alger

- Spatafora N. et Warner A., 1995, *Macroeconomic effects of terms of trade shocks. The case of oil exporting countries*, Policy Research Working Paper. n° 1410, World Bank, January 1995
- Papyrakis E., Gerlagh R., 2004, « The resource curse hypothesis and its transmission channels », *Journal of Comparative Economics*, n° 32, pp. 181-193
- Stevens P., 2003, « Resource impact: a curse or a blessing? », Draft Working Paper, 22 April
- Temmar H., 1974, *Structure et modèle de développement de l'Algérie*, SNED, Alger
- Temmar H., 2004, « Politiques économiques et bilan économique de la nation », Conférence donnée à l'Université de Béjaïa le 26 février 2004
- Torvik R., 2002, « Natural resources, rent seeking and welfare », *Journal of Development Economics*, n° 67, pp. 455-470